

SOLIDARITÉ



FOCUS

**Nouvelles formes de travail,
nouvelles formes d'organisation**



SUISSE

SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Felix Gnehm
Directeur de Solidar Suisse

**CHÈRE LECTRICE,
CHER LECTEUR,**

Au cours de mes dix années de travail passionnantes chez Solidar Suisse, j'ai rendu visite à de nombreux syndicats et organisations de défense du droit du travail aux quatre coins du monde. J'ai rencontré des militant-e-s courageux-euses qui se battent sans relâche pour les femmes et les hommes de tous âges, de la classe de revenus la plus basse, qui produisent des articles que nous achetons quotidiennement.

J'ai été profondément impressionné par leur engagement. Alors même qu'elles et ils en paient le prix fort et subissent de plein fouet la violence de régimes sans scrupules, elles et ils trouvent toujours des moyens de s'unir et d'aller de l'avant.

Nous dédions ce numéro aux défenseur-euse-s des droits humains et du droit du travail, tels que Vorn Pao, président de notre organisation partenaire cambodgienne *Independent Democracy of Informal Economic Association. IDEA*, qui œuvre à la protection des droits des travailleur-euse-s informel-le-s comme les vendeur-euse-s de rue, les employé-e-s de maison, les chauffeur-euse-s de tuk-tuk et les travailleur-euse-s de la *Gig economy* en plein essor (voir article page 8). Arrêté, torturé et harcelé de multiples façons, Vorn Pao et ses compagnons et compagnes de lutte refusent de baisser les bras, et nous les soutenons.

Chère lectrice, cher lecteur, merci de partager nos convictions : le bien-être, le développement et le respect passent par un travail digne, des droits et une protection sociale.

Felix Gnehm

SOMMAIRE

04



Focus - Nouvelles formes de travail, nouvelles formes d'organisation

- 04 Croissance du nombre de personnes sans emploi fixe. Nouvelles formes d'organisation pour faire prévaloir leurs droits.
- 08 Asie : s'organiser malgré l'externalisation de l'économie formelle.
- 10 Travailleur-euse-s du textile au Cambodge en lutte pour leur survie.
- 11 *Southern African Regional Network*: collectif contre l'exploitation.
- 13 SOLIFONDS : 40 ans de soutien aux combats pour la liberté et le travail.



12 Racontez-nous

Tamara Funciello, membre du comité de Solidar, est revenue très inspirée de son voyage au Salvador.



16 Le défi

Repon Chowdhury souhaite que le travail digne devienne réalité au Bangladesh.

14 **À chaud**

15 **Solidar recommande**

18 **Sudoku & Revue de presse**

19 **Ensemble & Impressum**

20 **Merci**

FOCUS – SYNDICATS EN MUTATION





Coursier en moto
à Bangkok.

Un nombre croissant de personnes travaillent sans emploi fixe dans le monde. La sécurité sociale recule tandis que les gouvernements répressifs limitent toujours davantage la marge de manœuvre des syndicats. De nouvelles formes d'organisation sont nécessaires, défis lancés aux syndicats et innovations du côté des travailleur·euse·s.

NOUVELLES FORMES DE TRAVAIL, NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION

*Texte : Barbara Caracciolo et Martina Corti,
réseau SOLIDAR, photos : Chris Bird et OIT,
caricature : Grizelda*

Le monde du travail actuel est constellé de multiples défis : la crise climatique et la transition vers une économie verte en passant par les progrès de la numérisation, la reprise après la pandémie du Covid-19 et le manque d'emplois de qualité, jusqu'à la guerre en Ukraine et la hausse des prix. Les travailleur·euse·s ont toujours plus de mal à joindre les deux bouts. Parallèlement, de nombreuses lacunes persistent en matière de travail décent : selon l'Organisation internationale du travail (OIT), en 2022, 4 milliards de personnes étaient privées d'accès aux soins de santé et de revenus sûrs, tandis que 214 millions de travailleur·euse·s vivaient dans l'extrême pauvreté et que 2 milliards étaient employé·e·s dans l'économie informelle.



Accélérée par la pandémie, la numérisation de l'économie a modifié en profondeur les conditions de travail. Un de ses aspects les plus visibles est le développement de la *Gig economy* avec des plateformes comme *Deliveroo*, *Glovo* ou *Uber*.

Économie de plateforme : une nouvelle forme de précarité ?

Ces dernières années ont vu se développer tant des plateformes basées sur le web, où les tâches sont réalisées en ligne, que des plateformes basées sur la localisation, qui proposent des services liés à un lieu spécifique, comme les services de taxi, de livraison, le travail domestique et le travail de soins, y compris les soins à domicile. Selon l'OIT, il y avait au total près de 800 plateformes numériques de travail des deux types dans le monde en 2021, la plupart offrant des services de livraison. La *Gig economy* se caractérise notamment par le statut d'indépendant des travailleur·euse·s. Ainsi, les plateformes sont dispensées de payer des cotisations de sécurité sociale et ne proposent pas de salaire minimum décent. Les travailleur·euse·s des plateformes ont besoin de nouvelles stratégies pour s'organiser compte tenu de leur statut et de leur atomisation.

Formes d'organisation novatrices

De nouvelles formes d'organisation émergent dans le monde entier, depuis les communautés informelles de travailleur·euse·s jusqu'aux syndicats, et ce, bien au-delà de l'économie de plateforme.

Parmi les initiatives auto-organisées figure un collectif de vendeur·euse·s de rue au Bangladesh. Parallèlement à sa lutte pour les amener à bénéficier du droit du travail (voir page 16), il a

Quatre milliards de personnes n'ont pas de revenus sûrs ni accès aux soins de santé.

résolu le problème de logement de ses membres. En Afrique australe, un réseau s'engage dans plusieurs pays et secteurs en faveur de conditions de travail équitables et d'emplois fixes pour les travailleur·euse·s occasionnel·le·s (voir page 11). L'Indonésie est également un exemple remarquable,

Aux Philippines, des travailleuses à domicile cousent des parapluies.

avec des centaines de communautés informelles de livreur·euse·s de denrées alimentaires qui se conseillent mutuellement sur toutes sortes de sujets. En parallèle, les syndicats soutiennent la création de ces communautés et revendiquent des droits de négociation pour les travailleur·euse·s de la *Gig economy*. Dans plusieurs pays d'Asie, Solidar Suisse leur offre une plateforme, leur facilitant le partage de modèles et de stratégies d'organisation innovants en vue d'améliorer leurs conditions de travail (voir page 8).

En Amérique latine, les chauffeur·euse·s d'*Uber* ont déclenché une grève régionale, à laquelle ont participé des travailleur·euse·s en Argentine, au Chili, en Équateur et au Mexique. Au Brésil, le Conseil national des syndicats de livreur·euse·s et de coursier·ère·s à moto et à vélo a publié un manifeste demandant la reconnaissance du statut de salarié·e·s entre travailleur·euse·s et donneur·euse·s d'ordre et dénonçant les pratiques antisyndicales.

ONG et syndicats européens unis pour les travailleur·euse·s des plateformes

Ces pratiques novatrices ont également permis à l'économie de plateforme de figurer à l'agenda de l'Union européenne. Pour garantir un travail digne et le droit à la négociation collective, des réformes juridiques et politiques sont nécessaires. La directive européenne sur les travailleur·euse·s des plateformes, en cours de négociation, en est un exemple. Elle peut s'avérer un outil efficace pour ces dernier·ère·s en les considérant automatiquement comme salarié·e·s, leur permettant ainsi d'accéder à la couverture sociale et aux normes de santé et de sécurité. En outre, il s'agit d'empêcher la surveillance et le contrôle par les algorithmes des travailleur·euse·s des plateformes, qui ouvrent la voie à la discrimination et à la violation des droits fondamentaux.

Impact sur le marché du travail

Les développements de la *Gig economy* ont également un impact sur le monde du travail et se traduisent par ce que l'on appelle la plateformesation du travail. C'est pourquoi ils jouent un rôle déterminant pour tous les travailleur·euse·s et

pour l'avenir du travail. Un recul des droits sociaux dans l'économie de plateforme peut produire un effet domino dramatique et doit donc être évité à tout prix.

Un travail digne pour les travailleur·euse·s des plateformes est indispensable pour guider la transformation numérique et ne laisser personne sur le carreau. C'est pourquoi le réseau SOLIDAR, dont Solidar Suisse fait partie, fera pression pour une initiative législative européenne, destinée à améliorer la vie de millions de travailleur·euse·s de plateformes et à promouvoir le respect de la liberté d'association, des salaires minimums convenables et une protection sociale pour tou·te·s les travailleur·euse·s en Europe. Une telle initiative peut servir d'exemple dans le monde entier.

« Vous serez payé par mort. Vous devez apporter votre propre manteau et votre propre faux. »



“You’ll be paid per death, and will need to provide your own cloak and scythe.”



Phat Sam Ath, travailleuse occasionnelle, soulève des fruits de palmier à huile dans un camion sur une plantation au Cambodge.

LES TRAVAILLEUR·EUSE·S MARGINALISÉ·E·S D'ASIE S'UNISSENT

Alors que l'économie formelle est de plus en plus externalisée, les travailleur·euse·s de la *Gig economy* font entendre leur voix collectivement.

Texte : Fahmi Panimbang et Astika Andriani, collaborateur·trice Programmes Asie, photos : Saobora Narin/Fairpicture et Solidar Suisse

En Asie, le taux des travailleur·euse·s informel·le·s de la *Gig economy* dans les secteurs du travail domestique, de la pêche et de la construction atteint près de 88 %, et plus de 90 % dans l'agriculture. L'externalisation et la sous-traitance se développent toutefois aussi dans l'économie formelle. Dans ce contexte, la sécurité et la santé au travail sont négligées, les prestations sociales et de prévoyance tendent à disparaître.

Pas de droits sans s'organiser

Faute d'organisations défendant leurs intérêts, les travailleur·euse·s informel·le·s sont d'autant plus marginalisé·e·s qu'il est quasiment impossible de revendiquer des droits sans s'organiser et négocier. En particulier dans les secteurs émergents tels que la livraison de nourriture, les services de transport et autres services basés sur des applications, les travailleur·euse·s prennent conscience de la possibilité de changer la donne grâce à leur action col-

lective, et cherchent à s'unir. Dans le même temps, l'économie formelle réduit l'accès aux syndicats établis ou aux organisations de travailleur·euse·s, d'autant que la marge de manœuvre de la société civile ne cesse de se restreindre dans toute la région. Les syndicalistes se font licencier sous des prétextes fallacieux, étant considéré·e·s comme des fauteur·euse·s de troubles. Les employé·e·s sont ainsi dissuadé·e·s de s'affilier à un syndicat, de peur que leur contrat de travail ne soit pas renouvelé.

Plateforme d'échange de formes d'organisation innovantes

Une plateforme pour les travailleur·euse·s informel·le·s et précaires a été créée par Solidar Suisse. Il s'agit de leur permettre de partager et d'apprendre les un·e·s des autres des modèles et des stratégies d'organisation innovants, au niveau régional et par-delà les différents secteurs économiques et les frontières nationales, dans le but de favoriser

un travail digne, et de renforcer leur pouvoir de négociation. En effet, les travailleur·euse·s migrant·e·s, indépendant·e·s, à domicile ainsi que celles et ceux des plateformes n'ont pas la possibilité de créer, d'enregistrer ou d'adhérer facilement à un syndicat.

Fondée en 2005 au Cambodge par des travailleur·euse·s informel·le·s de différents secteurs (chauffeur·euse·s de tuk-tuk, de taxi et de mototaxi, vendeur·euse·s de rue, employé·e·s de maison, ramasseur·euse·s de déchets et travailleur·euse·s de service), l'*Independent Democracy of Informal Economy Association (IDEA)* a été officiellement

« Parce que nous sommes uni·e·s, nous pouvons agir collectivement. »

reconnue et y participe activement. Pour ses membres, la vente de rue est la principale source de revenus dans des villes comme Phnom Penh, et 75 % des 16 419 vendeur·euse·s de rue sont des femmes. Sans protection légale, elles ne bénéficient d'aucune couverture sociale et sont à la merci d'agent·e·s de police corrompu·e·s qui n'hésitent pas à leur extorquer de l'argent. *IDEA* vise à améliorer les conditions de vie de ses 10 000 membres en défendant leurs intérêts et en les informant de leurs droits à la santé et à la sécurité au travail.

Les travailleur·euse·s informel·le·s s'organisent également en divers groupes non reconnus officiel-

lement, qui ont d'autres objectifs que la lutte pour les droits, la sensibilisation ou les négociations avec les employeur·euse·s. Il s'agit de groupes de loisirs et religieux, d'organisations de femmes, de personnes qui collectent des fonds pour soutenir des collègues accidenté·e·s, ou encore de groupes qui partagent des conseils et des informations liés au travail.

Action collective

En Indonésie et en Thaïlande, il existe des communautés de chauffeur·euse·s (services de transport ou de livraison) qui défendent les intérêts de leurs membres. Elles mènent une action collective rapide par-delà les villes, ce que les syndicats conventionnels ne font guère. Leur structure informelle et flexible facilite la mise en réseau. « Parce que nous sommes uni·e·s, nous pouvons agir collectivement. Nous négocions, notamment, avec des sociétés de leasing, pour obtenir de meilleures conditions et renoncer à des paiements échelonnés lorsqu'un membre est en difficulté. Et nous sommes intervenus à propos du récent décret gouvernemental sur les entreprises de plateformes », raconte fièrement Agus Setiawan¹ de l'association de chauffeur·euse·s *Asosiasi Driver Online* à Jakarta. La pratique collective des travailleur·euse·s de la *Gig economy* est favorisée par le travail numérique qui leur permet d'être en ligne en permanence et de se coordonner. S'y ajoutent des rencontres physiques quotidiennes sur leurs aires de repos. En outre, elles et ils utilisent des formes syndicales traditionnelles pour revendiquer leur droit à la négociation collective tout en essayant de prendre appui sur le Code du travail existant. Pour renforcer leurs communautés et leur capacité d'action collective,

elles et ils organisent des réunions pour échanger des informations sur les conditions de travail et sur leurs droits. Le mouvement syndical établi devrait réfléchir à la manière d'impliquer les travailleur·euse·s précaires, exclu·e·s de la protection du droit du travail, et répondre plus systématiquement à leurs préoccupations.

¹ Pseudonyme

Des travailleur·euse·s de plateformes manifestent à Jakarta pour de meilleures conditions de travail.



OBJECTIFS INATTEIGNABLES, ROTATION DU PERSONNEL ET RÉPRESSION

Au Cambodge, les usines de textile répercutent les conséquences de la baisse des commandes sur leurs employé·e·s et les empêchent de s'organiser.

Texte : Katja Schurter, rédactrice du magazine Solidarité, photo : Saobora Narin/Fairpicture



Tang Syma ne peut parler de ses conditions de travail qu'en dehors de l'usine.

les deux bouts, Em Chin, contrôleuse qualité, a pour le moment emprunté de l'argent à des proches, mais ce n'est pas une solution à long terme.

Heures supplémentaires à condition de respecter les objectifs

L'usine *Quint Major Industrial (QMI)*, qui produit notamment pour les marques Polo, Puma, Jack Wolfskin et North Face, traite ses employé·e·s avec encore plus de perfidie : « Ils ont doublé l'objectif de production, ce que plus personne ou presque n'atteint, bien sûr », raconte Tang Syma, qui y travaille depuis six ans comme couturière. « Auparavant, nous étions insulté·e·s et devons travailler plus longtemps si nous ne respectons pas l'objectif fixé. Aujourd'hui, je ne suis pas autorisée à faire des heures supplémentaires. » En temps normal, elle recevait environ 50 dollars par mois pour deux heures supplémentaires par jour, en plus du salaire minimum de 194 dollars. C'est désormais terminé. Or, comme la plupart des ouvrier·ère·s du textile, Tang Syma dépend de ce supplément.

Même dans l'industrie textile cambodgienne, où 60 à 70 % des travailleur·euse·s sont syndiqué·e·s, on constate une tendance à la précarisation. En effet, les propriétaires d'usines ont trouvé comment rentabiliser la baisse des commandes depuis la pandémie : la rotation du personnel. Ainsi, les ouvrier·ère·s de l'usine Hung Wah travaillent deux mois sur quatre. Les deux mois sans travail, elles et ils reçoivent une compensation de 40 dollars par mois, ce qui correspond à un cinquième de leur salaire. Personne ne peut en vivre. Sous la menace d'une fermeture de l'usine, ce qui aurait entraîné le licenciement de milliers d'ouvrier·ère·s, le syndicat et l'organisation partenaire de Solidar C. *Cawdu* ont accepté le nouvel aménagement du temps de travail. Pour joindre

Répression des syndicalistes

Les employé·e·s de *QMI* n'ont toutefois pas protesté : Kim Sreypov, une collègue de Tang Syma, déclare : « Si tu résistes, la responsable de la ligne de production se tient constamment près de toi et t'insulte pour te pousser à bout. » Alors qu'elle dirigeait une telle ligne, elle a été rétrogradée au rang de simple ouvrière parce qu'elle est membre du syndicat. Les employeur·euse·s tentent d'empêcher l'adhésion de leurs employé·e·s, notamment par des menaces de licenciement ou par le licenciement effectif des membres, associé à l'inscription sur une liste noire, ce qui les empêche de retrouver un emploi. Pour autant, Kim Sreypov évoque aussi les succès du syndicat : « Ces dernières années, dans toute l'usine, les contrats à durée déterminée ont été convertis à durée indéterminée. »



Votre don est utile

Avec 50 francs, vous permettez à un·e travailleur·euse licencié·e de se faire représenter juridiquement et de recevoir un mois de loyer. 75 francs couvrent les frais de repas pour un mois. Avec 100 francs, vingt employé·e·s reçoivent une formation d'une demi-journée sur le droit du travail.

UNE VOIX POUR LES IGNORÉ·E·S

Le *Southern African Regional Network* encourage les échanges entre les travailleur·euse·s informel·le·s d'Afrique australe.

Texte et photo : Melanie Wirz, responsable média

C'est une chaude journée au Cap, malgré le vent tempétueux qui souffle dans les bâtiments coloniaux de la banlieue de Mowbray. C'est dans l'un d'eux que m'attend Nandi Vanqa-Mgijima, 53 ans. Elle est à la tête du *Southern African Regional Network (SARN)*, qui défend les travailleur·euse·s précaires. Lancé en 2020 par Solidar Suisse et son organisation partenaire sud-africaine *Casual Workers Advice Office (CWAO)*, le *SARN* vise à promouvoir les échanges par-delà les frontières sur les formes d'organisation. Il analyse les développements actuels et les problèmes auxquels les travailleur·euse·s sont confronté·e·s, comme la façon dont les multinationales et les grandes entreprises appliquent le droit du travail. « Notre but premier est de donner du pouvoir aux travailleur·euse·s qui n'ont pas d'emploi formel. Elles et ils doivent être en mesure de faire valoir leurs droits afin d'améliorer leur situation », précise la coordinatrice.

Travail intérimaire et contrats à zéro heure

Le réseau est composé de sept organisations d'Afrique australe : syndicats des travailleur·euse·s domestiques en Namibie, des travailleur·euse·s agricoles au Zimbabwe et en Zambie, de l'industrie sucrière à l'île Maurice, du secteur commercial au Lesotho, et d'un forum en Afrique du Sud qui organise les travailleur·euse·s informel·le·s dans tous les secteurs. Il regroupe principalement des travailleur·euse·s occasionnel·le·s ou sur contrat à durée déterminée, qui luttent pour des conditions équitables et des emplois permanents, et qui souhaitent désormais se mettre en réseau.

Reprenons l'exemple de l'Afrique du Sud : après bientôt trente ans de démocratie, le chômage et le nombre élevé de travailleur·euse·s occasionnel·le·s restent un problème majeur. En outre, 5,6 millions de personnes entre 18 et 34 ans n'ont pas de travail. Avec le travail intérimaire, le travail occasionnel et les contrats à zéro heure, elles et ils représentent la majorité des travailleur·euse·s précaires. Sur une population de plus de 60 millions d'habitant·e·s, près de 5 millions de travailleur·euse·s étaient employé·e·s de manière informelle en Afrique du Sud en 2020. La plupart sont des femmes et des travailleur·euse·s migrant·e·s, sans garantie de régularité ni protection

sociale. « C'est l'esclavage moderne, explique Nandi Vanqa-Mgijima, et c'est la législation du travail du pays, très souple, qui le permet : au lieu de protéger les travailleur·euse·s, la priorité est donnée au profit et à la politique de marché néolibérale. »

Uni·e·s contre l'exploitation

Les murs de la pièce sont recouverts d'affiches de campagnes précédentes avec des slogans comme *Why are so many people hungry?* (Pourquoi tant de personnes ont-elles faim ?), et les étagères sont chargées d'articles de journaux archivés. « L'Afrique du Sud a une riche histoire de mouvements pour la liberté et la justice, explique-t-elle en évoquant le mouvement ouvrier qui a joué un rôle important dans la lutte contre l'apartheid. Paradoxalement, le pouvoir des syndicats s'est atrophié quelques années après leur apogée en 1994. » Ceux-ci sont aujourd'hui inexistantes. Il faut s'organiser autrement. C'est là que le réseau intervient : « Nous voulons élaborer des solutions, lancer des campagnes et promouvoir un changement politique en faveur des travailleur·euse·s précaires. Les travailleur·euse·s de toutes les nationalités doivent s'unir et construire un mouvement fort pour résister à l'exploitation. »

Nandi Vanqa-Mgijima s'engage auprès des travailleur·euse·s informel·le·s qui n'ont rien à espérer des syndicats traditionnels.





Photo: Solidar Suisse

« SI TU IDENTIFIES LA VIOLENCE, TU PEUX LA COMBATTRE »

Tamara Funciello a fait la tournée des projets de Solidar au Salvador en février dernier. Nous nous sommes intéressé·e·s aux impressions rapportées de son voyage.

Entretien : Benjamin Gross, responsable marketing et communication

Qu'est-ce qui t'a le plus marquée ?

Les femmes que j'ai rencontrées. La rencontre avec Mercedes Cañas, une collaboratrice du bureau de coordination de Solidar, son histoire, son attitude positive et combative, et son engagement contre la violence sexuelle, ont été très enrichissants. La jeune paysanne Noemie Láinez, qui a acheté des poulets et des porcs et ouvert un magasin grâce à une formation en gestion d'entreprise et à une contribution de départ de Solidar Suisse, m'a aussi beaucoup impressionnée. Elle est indépendante des hommes et de sa famille et peut vraiment se protéger en cas de problème.

Qu'est-ce qui t'a surpris ?

Le fait que la pauvreté soit si extrême. Je savais que j'allais dans un pays pauvre. Mais nous avons été dans des endroits où il n'y a pas l'eau courante, où l'électricité

te vient d'être installée et où les habitant·e·s manquent vraiment de nourriture. Cela m'a beaucoup préoccupée.

Mais c'était beau de voir le travail concret de Solidar Suisse. Il ne s'agit pas d'élaborer des concepts dans des bureaux, mais de travailler là où c'est nécessaire : donner des formations aux femmes pour qu'elles soient indépendantes, qu'elles connaissent leurs droits et qu'elles soutiennent d'autres femmes. C'était très enrichissant de voir cela.

Quelles sont les similitudes avec ton travail en Suisse ?

Il est flagrant de voir que les problèmes des femmes sont les mêmes partout dans le monde, quoique à des degrés différents : la violence, le travail de soins non rémunéré, l'accès au travail salarié. Il faut trouver des solutions, ici comme ailleurs, dans des espaces communs.

Les tensions politiques dans le pays étaient-elles perceptibles ?

Oui, jusqu'aux plus petites communautés. Le soutien de l'État fait défaut à tous les niveaux : l'eau potable, les routes, les infrastructures sont insuffisantes. Lors de ma rencontre avec une femme politique de l'opposition (voir photo), j'ai été impressionnée par la clarté de ses idées et la force de son combat, même s'il est très dur d'être l'une des quatre voix de gauche dans un parlement de 80 membres.

Qu'est-ce que cela implique pour toi ?

En Suisse, nous avons beaucoup appris du mouvement féministe d'Amérique latine. Je retiens leur façon d'aborder la violence. Elles ont des notions très claires pour nommer la violence structurelle. En Suisse, par violence, nous entendons la violence physique ou, au mieux, la violence psychologique. Là-bas, elles parlent de violence politique, violence économique, etc. En identifiant la violence avec précision, il est possible de la combattre parce qu'on la connaît. C'est très utile pour mon travail politique.

En deux mots, décris-nous ton voyage.

Hombre funcional (homme « fonctionnel »). On désigne ainsi les hommes qui sortent du rôle traditionnel au sein de la société et qui assument des responsabilités à la maison. Une belle expression.

Membre du comité de Solidar, Tamara Funciello participera à la table ronde « Combattantes : les femmes du monde entier luttent contre la violence, l'exploitation et l'oppression ». Elle y abordera son expérience au Salvador.

Volkshaus, Blauer Saal, 19 h 15

SOLIFONDS : 40 ANS

Créé en 1983 pour soutenir les luttes de libération « dans le tiers monde », le SOLIFONDS renforce les luttes du travail dans le monde. Entretien avec Aurora García, collaboratrice.

Interview : Katja Schurter, rédactrice du magazine Solidarité, photo : IDWF

Quelles sont les nouvelles formes de travail auxquelles le SOLIFONDS fait face ?

L'informalisation s'est accrue et le travail temporaire a fortement augmenté. Les réseaux sociaux et les téléphones portables sont d'une part un levier pour la syndicalisation et la diffusion d'informations, mais ils constituent d'autre part un outil de répression pour les gouvernements. Par exemple, en Algérie et au Cambodge, des syndicalistes ont été arrêté·e·s pour avoir publié des messages sur Facebook. Sadsawu, le syndicat sud-africain des travailleur·euse·s domestiques, propose déjà des cours sur la sécurité des téléphones portables.

La Malaisie offre également un bon exemple : le personnel de nettoyage externalisé a lancé une campagne pour faire reconnaître son importance. Elles et ils sont allé·e·s d'un hôpital à l'autre en menant des actions de protestation avec des revendications auprès du ministre de la santé. Soucieux de la manière dont les réseaux sociaux parlent de lui, celui-ci a accepté de les rencontrer. Il a ensuite déclaré que ces travailleur·euse·s étaient effectivement très important·e·s pour les hôpitaux.

Quels sont les défis qui en découlent pour s'organiser ?

Les travailleur·euse·s informel·le·s et temporaires ne sont souvent pas autorisé·e·s à se syndiquer. Elles



Sadsawu demande des conditions de travail dignes pour les travailleur·euse·s domestiques lors d'une action au Cap.

et ils sont désormais largement majoritaires, même dans l'économie formelle. Il est par ailleurs difficile d'atteindre les travailleur·euse·s informel·le·s. Au Brésil, des représentant·e·s syndicaux cherchent à discuter avec les travailleur·euse·s domestiques aux arrêts de bus. Au Pakistan, elles et ils font du porte-à-porte auprès des travailleur·euse·s à domicile. Bien sûr, cela demande beaucoup d'efforts. C'est pourquoi un soutien solidaire tel que celui du SOLIFONDS ou de Solidar Suisse est nécessaire.

PARLONS-EN Stéphane Cusin, responsable successoral, en Suisse romande

Comme responsable successoral auprès de Solidar Suisse, j'ai vécu de nombreux moments touchants au cours des douze dernières années. Parfois, Solidar Suisse reçoit simplement une notification officielle avec l'annonce d'un versement, à la suite d'un legs. Lorsque nous sommes cohéritier·ère·s, le testament énonce les dernières volontés du ou de la défunt·e. Nous lisons des souhaits comme « pour les femmes opprimées en Amérique latine », « pour les habitant·e·s du Burkina Faso » ou « pour que les jeunes puissent apprendre un métier ». Bien sûr, nous contribuons à la concrétisation de ces vœux, car ils traduisent le besoin de faire quelque chose d'utile.

Quelques fois, Solidar Suisse est instituée unique héritière par des hommes et des femmes qui, toute leur vie, ont versé des dons même modestes, sans nous annoncer le généreux cadeau d'adieu en préparation. C'est arrivé l'automne dernier, lorsque Solidar Suisse a reçu une maison en guise d'héritage. Nous avons été très touché·e·s par ce geste et nous avons regretté de ne pas pouvoir remercier de vive voix cette généreuse personne. C'est pourquoi, je suis très heureux chaque fois que quelqu'un·e nous fait part de son intention d'inscrire Solidar Suisse dans son testament, car je peux lui témoigner ma gratitude. Vous pouvez me joindre au 021 601 21 61 ou par e-mail via stephane.cusin@solidar.ch



Photo : Solidar Suisse

FIN DE L'AIDE D'URGENCE AUX CÉLÈBES

Fin septembre 2018, la terre a tremblé aux Célèbes, provoquant un tsunami qui a alors balayé une île déjà dévastée. Solidar Suisse a immédiatement fourni une aide d'urgence, suivie d'une aide à la reconstruction sous forme de formations, de conseils et d'aides au démarrage à des petit-e-s entrepreneur-euse-s, en majorité des femmes. Achevé en octobre dernier, le projet a été un succès : un nombre croissant de régions ont vu se créer des organisations de production, par exemple de noix de coco ou de noix de muscade, ou pour la pêche. Notre organisation partenaire, le *Muhammadiya Disaster Management Center (MDMC)*, y a gagné en autonomie, menant désormais ses projets de manière professionnelle.

PRÉVENTION DE LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES AU KOSOVO

En janvier, Solidar Suisse a lancé un projet en collaboration avec le *Kosovar Gender Studies Center* pour sensibiliser la population à la violence rampante contre les femmes au Kosovo et à ses graves conséquences pour la société dans son ensemble. Outre la promotion des droits des femmes et de l'égalité des chances dans les écoles et les médias, ce centre met en place des structures dans six communes afin de prévenir la violence et de soutenir les femmes concernées. Il encourage la coordination existante et les échanges entre les parties prenantes, comme les foyers d'accueil, les ONG, le ministère public, la police et les autorités.



Photo : WeBalkanEU



Photo : à disposition

UNE NOUVELLE VIE POUR YULIIA TEMCHENKO

Trois jours après le début de l'invasion russe en Ukraine, Yuliia Temchenko, 38 ans, s'est réfugiée avec ses deux fils à Brasov, en Roumanie (voir article dans Solidarité 2/2022). « Là-bas, nous avons reçu de l'aide et nous avons pu nous reposer un moment », raconte-t-elle un an plus tard à Svendborg, au Danemark, où elle vit aujourd'hui. À ce moment, elle ne savait pas ce qu'il fallait faire. Soutenue par l'organisation partenaire de Solidar, *Migrant Integration Center*, qui, outre la satisfaction des besoins de base, fournit des informations sur les droits et les possibilités ainsi qu'une aide psychologique, elle a décidé de poursuivre son voyage vers le Danemark. « Je suis heureuse de ne pas être maintenant en Ukraine et d'avoir réussi à venir au Danemark », dit-elle.

LUTTER EN SUISSE POUR UN MONDE SANS DISCRIMINATION

« Kiffe ta race » est un podcast cofondé et animé par Rokhaya Diallo et Grace Ly, deux personnalités engagées et joviales, qui vous transmettra du contenu authentique sur la question brûlante du racisme. Au travers de bientôt cent épisodes aux thématiques diverses, les animatrices racontent, dénoncent, rigolent, questionnent le monde dans lequel nous vivons, où persistent encore des discriminations liées à la « race ».

Texte: Oxana Mroczek, assistante de recherche et de communication

Un mardi sur deux depuis 2018, Rokhaya Diallo et Grace Ly partagent notamment leur réappropriation du mot « race » pour dénoncer les inégalités persistantes : « Parce que y'a des gens qui croient qu'il y a une hiérarchie dans l'humanité, ces gens se comportent d'une manière qui fait exister la race. » (Extrait tiré de l'épisode #75 : « Race, le mot qui fâche »). Pourquoi un podcast ? Pour ne plus simplement répondre aux polémiques, mais soumettre leurs propres thèmes, selon leurs règles (Épisode #78 : « "Charge raciale", la double peine »). De la danse hip-hop à la cuisine indienne, en passant par l'écologie, l'émission accueille un·e invité·e de qualité qui vient alimenter la discussion. Précurseuses dans le domaine, de nombreux podcasts en tout genre ont ensuite fleuri sur internet.

La Suisse, un pays (encore) raciste ?

« C'est suspect quand un pays est connu pour son chocolat et n'a pas de plantation sur place. » Un exemple simple pour montrer l'évidence : la Suisse a – comme bien d'autres pays – été impliquée dans les dynamiques coloniales. Ce lourd passé marque encore actuellement et durablement les relations entre individus. Les podcasteuses citent l'exemple d'Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge, lauréat du premier prix Nobel de la paix, dont la statue à son effigie rappelle les nombreux bienfaits apportés. Néanmoins, peu connaissent son histoire coloniale, alors qu'il dirigea la Compagnie genevoise des colonies suisses, active en Algérie.

Mais la Suisse a encore aujourd'hui de quoi se remettre en question : l'épisode spécial consacré à notre pays rend hommage aux personnes non blanches récemment tuées par la police, comme Mike Ben Peter à Lausanne ou Roger Nzoy Wilhelm à Morges. (Épisode #96 : « Suisse : Histoire d'un déni racial »). La « politique du nom » désigne la volonté des mouvements antiracistes de se rappeler le nom des victimes, pour ne pas les oublier, à l'instar des marches qui ont encore lieu en 2023.

Un podcast pour encourager à agir

Agir à notre échelle, c'est possible. Ce podcast nous aide à comprendre comment le racisme peut se glisser dans nos vies quotidiennes, de manière inconsciente et insidieuse. Même les personnes très bien intentionnées peuvent parfois offenser : cela ne reste pas moins un acte blessant. S'informer est une première étape nécessaire pour se rendre compte du vécu des personnes non blanches, de leur fatigue face aux discriminations quotidiennes et du combat constant vers l'égalité.

Les deux animatrices luttent également pour une « résistance énergétique », c'est-à-dire éviter de répondre à la demande constante de raconter ses traumatismes, mais plutôt de déterminer quand et comment elles souhaiteraient en parler. Un épisode spécial sur la thématique des allié·e·s à la cause vous permettra d'approfondir la question avec un témoignage (Épisode #13 : « Comment être un·e bon·ne allié·e ? »).

Le podcast « Kiffe ta race » est disponible sur les principales plateformes de distribution de podcasts, telles que Spotify (avec un compte gratuit), Bing Audio ou YouTube. Il compte actuellement 96 épisodes de durées aléatoires (entre 30 minutes à 1 h 30).





LA MARGE DE MANŒUVRE DES SYNDICATS SE RÉDUIT

Directeur général de l'organisation partenaire de Solidar Occupational Safety, Health and Environment Foundation (OSHE), depuis sa création en 2004, Repon Chowdhury, 52 ans, défend les droits des travailleur·euse·s au Bangladesh. Il a pour vision de faire du travail digne une réalité pour tou·te·s.

Texte : Katja Schurter, rédactrice du magazine Solidarité, photos : à disposition

« Au Bangladesh, seuls 20 % des travailleur·euse·s sont employé·e·s dans le secteur formel. Les travailleur·euse·s informel·le·s ne sont pas couvert·e·s par le droit du travail », explique-t-il.

Répression à l'encontre des syndicats

Les vendeur·euse·s de rue, les ramasseur·euse·s de déchets, les ouvrier·ère·s agricoles et les employé·e·s de maison actif·ve·s traditionnellement de manière informelle sont désormais rejoint·e·s par les travailleur·euse·s de la *Gig economy*. « Les conditions de travail sont mauvaises et il n'y a pas de sécurité sociale. Certain·e·s ont tout de même réussi à s'organiser en coopératives », raconte Repon Chowdhury. Elles et ils s'entraident et formulent des revendications auprès du gouvernement, des entreprises et des sous-traitant·e·s. C'est un succès : à titre d'exemple, *Sinnamul Hawker Samity*, une coopérative de vendeur·euse·s de rue à Dacca, a mis en œuvre un projet de logement solidaire pour

ses membres très pauvres qui ont été déplacés en raison de la crue du fleuve due au changement climatique.

« Le gouvernement ne protège pas les droits fondamentaux des travailleur·euse·s », ce qu'il sait d'expérience. « Bien au contraire, il emploie lui-même de plus en plus de travailleur·euse·s occasionnel·le·s ou recrute son personnel par le biais d'entreprises de travail temporaire afin de se dérober à ses responsabilités d'employeur. » En outre, il s'attaque aux initiatives non enregistrées comme des syndicats ou arrête des syndicalistes.

Des salaires insuffisants pour vivre

L'une des préoccupations les plus urgentes est celle des salaires de subsistance. « Après la pandémie, les prix ont fortement augmenté, mais pas les salaires. Il est donc difficile de vivre. La quasi-inexistence d'inspections du travail est également un problème. » L'OSHE milite aussi pour des

Repon Chowdhury lors d'une action de solidarité avec les victimes d'un incendie à l'usine Hashem Foods de Rupgonj: en juillet 2021, 54 travailleur·euse·s ont péri dans les flammes parce que les portes étaient verrouillées.

emplois respectueux de l'environnement, « et si les emplois ne peuvent pas être maintenus, la transition doit tenir compte des droits des employé·e·s », explique le militant, dont le père et le grand-père étaient déjà syndicalistes. « Nous avons toujours eu des syndicalistes qui allaient et venaient chez nous

« Les consommateur·trice·s doivent faire pression sur les marques pour qu'elles assurent le respect du droit du travail dans leurs chaînes de production. »

et qui se réunissaient. C'est ce qui a inspiré mon engagement. Ma mère m'a toujours soutenu et a fait la cuisine pour tout le monde. » Aujourd'hui, il vit avec elle, tandis que sa famille réside au Canada. La séparation d'avec sa femme et ses trois enfants, âgés de 11 à 19 ans, depuis 2009, constitue pour lui une rude épreuve. Mais il veut que ses enfants reçoivent une bonne éducation et grandissent libres et dignes dans une société démocratique. Émigré au Canada avec sa femme en 2000, il est retourné seul au Bangladesh pour prendre la direction de l'OSHE. Depuis, il ne voit sa famille au Canada que tous les quatre mois. Il est en contact quotidien avec eux par

appel vidéo, ce qui n'est pas une mince affaire avec un décalage horaire de 11 heures.

Une industrie du cuir toxique

Cela n'entame en rien son engagement. L'OSHE, avec le soutien de Solidar Suisse, milite par exemple pour que la législation sur le travail et l'environnement soit appliquée dans l'industrie du cuir, où les produits toxiques sont un grave problème. Dans les tanneries, les employé·e·s ne connaissent pas la dangerosité des substances manipulées au quotidien sans aucune protection. Les habitant·e·s des environs des usines souffrent de la pollution des terres et des rivières: « La fermeture des tanneries qui ne respectent pas la loi sur l'environnement est une de nos revendications », explique-t-il.

L'industrie du cuir produit des chaussures pour l'exportation, notamment vers la Suisse, où sont vendues des Apex produites ici. Les syndicats sont presque inexistant: « Les travailleur·euse·s syndiqué·e·s sont tout simplement licencié·e·s. L'OSHE leur donne des formations en vue de créer des initiatives autogérées. » En effet, ces dernières sont en mesure de faire bouger les choses, même si elles ne sont pas reconnues par les employeur·euse·s. C'est ainsi qu'a abouti une longue lutte dans l'industrie textile et la construction: « Ces initiatives ont réussi à s'établir en tant que syndicats indépendants. Elles ont contesté juridiquement l'interdiction des dirigeant·e·s et ont obtenu l'autorisation de créer des syndicats », raconte-t-il avec fierté.

Responsabilité des consommateur·trice·s

Il considère également que les consommateur·trice·s ont une responsabilité: « Les consommateur·trice·s doivent faire pression sur les marques pour qu'elles garantissent le respect du droit du travail dans leurs chaînes de production. Les boycotts ne sont toutefois pas une solution. Ce qu'il faut, ce sont des labels contrôlés par des tiers, mais cela n'existe pas encore dans le secteur du cuir. » Il prévoit de rejoindre sa famille au Canada dans quelques années, même s'il ne sait pas s'il y trouvera un emploi après vingt-cinq ans d'activité dans le mouvement syndical et les droits humains. Sa vision est celle d'une protection sociale et d'un travail digne pour tou·te·s les habitant·e·s du Bangladesh: « J'aimerais voir tout cela réalisé avant de mourir. »



Repon Chowdhury manifeste pour l'interdiction universelle de l'amiante.

4			1		5			
3					8			
	9	8				5	7	
		2	4					
	4		5		6		2	
					7	9		
	8	6				1	4	
			3					7
			8		9			6

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Complétez les cases vides avec les chiffres de 1 à 8. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 x 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=N, 2=M, 3=C, 4=I, 5=Y, 6=G, 7=O, 8=E, 9=L

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku »

- 1^{er} prix** Un sac du Women Crisis Center au Cambodge
- 2^e prix** Une serviette de l'organisation Red juvenil de los derechos sexuales y reproductivos du Salvador
- 3^e prix** Un marque-page en argent de Bolivie

La date limite d'envoi est le 23 juin 2023. Le nom des gagnant-e-s sera publié dans le Solidarité 3/2023. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaborateurs-trice-s de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans le Solidarité 1/2023 était « Inégalités ». Dorothea Cantieni-Gnehm a gagné un étui d'ordinateur portable du Cambodge, Elio Plozza de Brusio une pochette pour les pièces de monnaie du Cambodge et Michel Collet de Penthalaz un marque-page en argent de Bolivie.

Solution :



Une aide immédiate pour les victimes des séismes en Turquie et en Syrie
Chaîne du Bonheur, 4.4.2023

Pour faire face aux conséquences humanitaires des violents séismes qui ont frappé le sud de la Turquie et le nord de la Syrie, la Chaîne du Bonheur a récolté plus de 32 millions de francs. La fondation finance onze projets humanitaires menés par ADRA, la Croix-Rouge suisse, EPER, Helvetas, MSF, Medair, Save the Children, Solidar Suisse et la Fondation Terre des hommes qui se concentrent sur les urgences humanitaires suivantes : la fourniture de services de santé, y compris de médicaments, d'équipements médicaux, de cliniques mobiles et de soutien psychosocial ; la provision d'eau potable, de nourriture et d'autres biens de première nécessité ; la distribution de kits d'hygiène, ainsi que la réhabilitation d'infrastructures pour le traitement des eaux usées ; la fourniture d'abris d'urgence ; le déblaiement des décombres.



Ukraine: la guerre dure, l'aide humanitaire de Solidar Suisse aussi
Solidar Suisse, 22.2.2023

Triste anniversaire : le 24 février 2022, la Russie lançait son attaque contre l'Ukraine. Un an après et malgré un contexte compliqué, Solidar Suisse continue d'œuvrer sans relâche pour apporter un soutien psychosocial et une aide financière aux personnes les plus vulnérables. Grâce au projet de Solidar, plus de 2500 personnes recevront de l'argent pour couvrir leurs besoins de base et acheter des vêtements d'hiver. Une installation de chauffage dans 800 maisons aura également pour but de garantir le chauffage dans une pièce au moins.

En outre, des personnes seront évacuées des territoires occupés et à nouveau libres, qui se trouvent à proximité des zones de combats, dans des zones plus sûres dont beaucoup de personnes âgées ou souffrant de handicaps physiques qui ne peuvent plus quitter leur domicile.



Dons pour les victimes du tremblement de terre
L'Événement Syndical, 15.2.2023

Solidar Suisse, association humanitaire à laquelle les syndicats sont partie prenante, organise une aide d'urgence après les séismes qui ont secoué le sud de la Turquie et le nord de la Syrie. Le nombre de personnes ayant perdu la vie était estimé, en début de semaine, à 33 000 mais il sera probablement bien plus élevé. Le nombre de blessés se chiffrait à plus de 85 000. Selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé, 23 millions de personnes ont été potentiellement affectées par les fortes secousses et quelque 5 millions sont pour l'heure considérées comme vulnérables. En collaboration avec des organisations partenaires sur place, Solidar Suisse fournit une aide d'urgence indispensable : nourriture, soins médicaux, eau potable, vêtements d'hiver et abris provisoires.

S'ENGAGER

Luttez avec nous pour un monde équitable. Vous avez à cet effet de nombreuses possibilités, à petite ou à grande échelle. Voici quelques exemples concrets.

En avant pour la grève féministe

Un appel à une grande grève féministe est lancé pour le 14 juin 2023. Les revendications portent sur une réduction générale du temps de travail rémunéré, le renforcement de l'AVS, des mesures de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, l'abolition du système privé d'assurance maladie et un plan national de lutte contre toutes les discriminations.



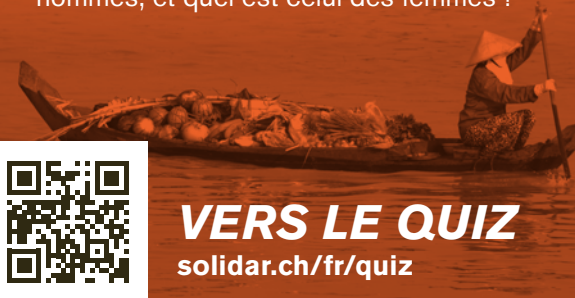
VERS L'ACTION
grevefeministe.ch



VERS LE QUIZ
solidar.ch/fr/quiz

Répondez à notre quiz sur les droits des femmes et le droit du travail.

Combien de personnes dans le monde travaillent sans contrat de travail et, bien souvent, sans protection sociale ? Quelle est la part du travail de soins fournie par les femmes ? Combien de personnes sont-elles dépourvues de toute protection sociale ? Sur leur temps de travail respectif, quel est le pourcentage du travail rémunéré des hommes, et quel est celui des femmes ?



Voulez-vous contribuer à façonner l'avenir ?

Il vous suffit de mentionner Solidar Suisse dans votre testament. Vous trouverez des informations sur notre site internet. Notre spécialiste Stéphane Cusin se fera un plaisir de vous conseiller en toute confidentialité sur la planification successorale qui bénéficie de nouvelles possibilités depuis le début de l'année.

E-mail : stephane.cusin@solidar.ch



TESTAMENT
solidar.ch/fr/legs

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, e-mail : contact@solidar.ch, www.solidar.ch
IBAN : CH49 0900 0000 1001 4739 9
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Benjamin Gross, Sylvie Kipfer, Cyrill Rogger

Layout artischock.net
Traduction Katja Schurter, Anne Walder Pfyffer
Correction Jeannine Horni, Catherine Vallat
Impression et expédition Mattenbach AG, Technoramstrasse 19, 8404 Winterthur
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex. Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum). Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page Maisons détruites un mois après le tremblement de terre à Antakya, en Turquie. Photo : Solidar Suisse

Votre don en
bonnes mains.



Soutien aux personnes les plus affectées

Le 6 février, un séisme de magnitude 7,8 a frappé le sud-est de la Turquie et le nord de la Syrie. Des répliques meurtrières ont suivi pendant plusieurs jours. De nombreux bâtiments se sont effondrés, ensevelissant les locataires. Grâce à votre aide qui lui a permis d'agir immédiatement, Solidar soutient des groupes marginalisés comme les réfugié·e·s syrien·ne·s ou les Roms, qui sont les plus affecté·e·s et ont peu accès à une aide publique. **Nous vous remercions très chaleureusement !**



solidar.ch/fr/turquie-syrie

MERCI!